

La majorité de l'humanité vit aujourd'hui en milieu urbain. Ce simple fait est totalement sous-estimé. Il n'est pas vraiment intégré dans les analyses sociales ou politiques. Néanmoins, il s'agit d'une des plus profondes restructurations dans l'histoire de notre espèce. Mike Davis en parlait déjà dans son livre intitulé *Planète Bidonvilles*<sup>1</sup>. Presque deux tiers de l'explosion démographique depuis les années cinquante ont été résorbés par les villes. La classe ouvrière urbaine a plus que doublé depuis 1980. Elle est aujourd'hui plus grande que la population mondiale au temps du Président Kennedy ! Et toute cette croissance se produit

---

<sup>1</sup> Mike Davis (2005) : *Planète Bidonvilles*, Paris, Ab Irato.

dans un contexte de mondialisation néolibérale. La plus grande aire urbaine reste Tokyo avec presque 38 millions d'habitants. Shanghai en compte presque 35. Dans nombre de ces mégapoles, on compte surtout des bidonvilles, comme à Delhi (34 millions), Jakarta (30 millions), Mumbai (21 millions), Lagos (21 millions), Sao Paulo (21 millions), Mexico (20 millions), Le Caire (18 millions), Karachi (15 millions) ou Kinshasa (13 millions). Voilà la « planète bidonvilles ». Voilà la nouvelle question sociale. Une question qui, dans ce contexte métropolitain, prend une tout autre forme que dans l'État-nation d'antan.

Nous nous trouvons dans une transition d'une même ampleur que celle de la révolution néolithique ou de la révolution industrielle. Grâce à la révolution agraire, la société humaine s'est transformée de petits groupes nomades de chasseurs-cueilleurs en un ordre social bien établi dans des villages, puis dans des villes et enfin dans des États. C'est ce changement-là qui fut à l'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, comme l'analysait déjà Friedrich Engels en 1884<sup>2</sup>. L'agriculture a rendu possible l'établissement. La révolution industrielle, elle, a restructuré le monde

---

2 Friedrich Engels (1884-1954) : *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Éditions Sociales ; <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000.htm>

de fond en comble, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au cœur du XX<sup>e</sup> siècle. Là, c'est le travail mécanisé et la technologie qui président la société. Ce monde-là détermine nos pensées sociales et politiques actuelles. Mais il est en crise profonde et traverse une révolution tout aussi essentielle : la révolution urbaine.

Comment comprendre ce processus ? Les romanciers sociaux du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, puis les théoriciens du mouvement ouvrier émergeant et enfin les disciplines scientifiques au sein des sciences sociales ont essayé de comprendre la révolution industrielle. Ils ont essayé de la dominer afin de lui donner une régulation sociétale au XX<sup>e</sup> siècle. Aussi bien l'État-providence que l'économie planifiée sont des produits du productivisme industriel. Ce furent les deux formes sociétales dominantes du siècle passé. Cet ordre-là a été déconstruit depuis la fin des années soixante-dix dans la spirale de la dérégulation néolibérale. Ni le contrat social-démocrate occidental, ni le communisme réel n'ont tenu le coup. Les recettes du siècle passé sont obsolètes. Les théories, idéologies et courants politiques issus de la révolution industrielle sont exsangues. Il faut explorer de nouvelles voies pour l'émancipation humaine.

La compréhension de la révolution urbaine est ici incontournable. Telle est notre intime conviction. Le siècle passé n'a pas seulement produit un boom

démographique sans précédent. La révolution agraire s'est effectuée dans un monde peuplé de 5 millions d'humains ; aux environs de 1800, nous formions le premier milliard ; en 1900, 1,6 milliard ; en 1970, nous étions à peu près la moitié d'aujourd'hui, et maintenant, nous sommes 7,7 milliards. En outre, l'espérance de vie a doublé en moins de deux siècles. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, elle était de moins de 40 ans ; actuellement, elle dépasse les 80<sup>3</sup>. Dans ces conditions, l'humanité s'est concentrée dans des agglomérations très denses. Nous sommes devenus une espèce urbaine mais nous ne le savons pas encore. Le monde d'aujourd'hui fonctionne donc dans de tout autres structures spatiales et relationnelles, alors que les régulations vivent dans des dispositions héritées datant du XIX<sup>e</sup> siècle. Celles-ci partent du principe que la politique et la gestion peuvent réguler la société sur un territoire (souverain et délimité). L'État moderne a besoin de son espace propre et exclusif. Le monde politique est international. Entre temps, le marché s'est échappé de ces territoires-là pour englober la terre entière, sans qu'une gouvernance démocratique ne se soit développée à cette échelle. Dans ce cadre-là, il est difficile d'imaginer une issue

---

3 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Espérance\\_de\\_vie\\_humaine#Avant\\_1909](https://fr.wikipedia.org/wiki/Espérance_de_vie_humaine#Avant_1909). <https://ourworldindata.org/life-expectancy>

progressiste, redistributive. À cette échelle-là, nous sommes condamnés à flotter sur les vagues de la mondialisation. Tant que le système-monde sera vu comme un agglomérat de pays, le marché transgressant les frontières, dominera la planète.

Nous devons donc aller à la recherche de nouvelles échelles pertinentes afin de réinventer la démocratie, c'est-à-dire une société gérée par la volonté des citoyens. Ainsi, dans une première approche, l'échelle continentale à partir des réseaux métropolitains s'avère bien meilleure quand il s'agit de penser les politiques de transition. Les institutions existantes ne donnent de l'espace qu'aux politiques traditionnelles et conservatrices. Et cela vaut également pour les courants de gauche. Nous avons largement traité cette question des échelles pertinentes en collaboration avec le groupe de réflexion « *Vooruitgroep* », né de notre opposition au nationalisme flamand de la NVA<sup>4</sup>. Pour avoir prise sur les mouvements réels, une nouvelle politique devra être envisagée et organisée à d'autres échelles. C'est là une thèse centrale de cet essai. En maintenant les cadres idéologiques et organisationnels existants, on maintient aussi le statu quo du système. Tel est l'enjeu

---

4 Eric Corijn & Pieter Saey (ed) (2014): *Wereldvreemd in Vlaanderen. Bakens voor een progressieve politiek*, Berchem, EPO, 279p.

de l'argument : si nous voulons vraiment prendre au sérieux les défis sociétaux, nous devons oser remettre en cause la territorialité de la politique liée à l'État moderne.

C'est dans cette perspective que l'urbanisation du monde devient un prisme essentiel : non seulement la ville dans son existence matérielle, mais surtout l'urbanité, comme conscience ou mentalité exprimant cette condition urbaine. Les villes ont toujours favorisé l'émancipation humaine. Celles de l'Antiquité, moins. Celles-ci étaient gérées par des familles aristocrates de patriciens et de fermiers latifundistes sur la base d'une économie esclavagiste. La notion de démocratie vient, il est vrai, d'Athènes et la philosophie occidentale en a approfondi les débats. Mais la référence grecque, ou plutôt romaine, est maintenant plutôt l'apanage de politiciens conservateurs, tel Bart De Wever en Flandre. Et ce n'est pas pour glorifier la révolte des esclaves menée par Spartacus. Mais bon.

L'ordre postféodal commence par la nouvelle urbanité du Moyen Âge tardif, avec ses guildes et ses métiers, l'éclosion de l'économie de marché, la naissance des arts libres, des sciences et de nouvelles religions. Cette ville médiévale est en conflit avec la noblesse et le clergé, avec les grands propriétaires terriens, est l'enjeu des guerres de religion et de

succession. Henri Pirenne nous en a parlé en 1927 dans son essai : « Les villes du Moyen Âge »<sup>5</sup>. Fernand Braudel<sup>6</sup> en fait la pierre angulaire de l'onde longue qui prépare le capitalisme de 1050 à 1450. C'est donc là que nous devons chercher les débuts de l'ère moderne.

L'humanisme et, plus tard, les Lumières, sont des produits de la ville européenne. Oui, la ville européenne, parce que c'est là que la bourgeoisie urbaine l'a emporté sur la noblesse et le clergé. L'ordre féodal a été battu en brèche. Cet ordre lié à la terre, avec des villageois et le servage, sans libertés ni mobilités. Ce n'est qu'avec des hommes libres et mobiles, et après une vraie hausse de productivité dans l'agriculture, qu'a pu se développer une économie d'échange, autour du marché, avec ses commerçants et métiers dans les centres urbains. La ville développe la division du travail, la spécialisation. Ces métiers ne produisent pas pour une économie domaniale ou domestique, mais pour l'échange sur le marché. La marchandise cherche

---

5 Henri Pirenne (2017(1927)) : *Les villes du moyen âge*, Paris, Nouveau Monde Éditions

6 Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle* Paris, Armand Colin ; vol. 1 : *Les structures du quotidien* (1967) ISBN 2-253-06455-6, vol. 2 : *Les jeux de l'échange* (1979) ISBN 2-253-06456-4 ; vol. 3 : *Le temps du monde* (1979) ISBN 2-253-06457-2

sa valeur d'échange, plutôt que sa valeur d'usage. Le client paye, puis fait ce qu'il veut de son achat. Là est née la modernité. D'autres continents possédaient aussi des villes, mais celles-ci restèrent sous la domination d'empereurs, de tsars, de maharadjas, de rois... bref, de la grande propriété terrienne. La ville se construit avec des citoyens et de multiples interactions avec le monde extérieur. Depuis l'Europe, le capitalisme s'exporte et le monde est accaparé par le colonialisme et l'impérialisme. C'est aussi cette urbanité européenne qui a produit l'expansionnisme européen, avec toutes les faces de la médaille. L'idée de « l'homme d'abord », comme créature raisonnable et unique, est un produit urbain, avec ses portées émancipatrices, mais aussi ses côtés obscurs. Ce sont les débuts de ce que certains appellent l'anthropocène, cette ère où les activités humaines ont exercé un impact global significatif sur l'écosystème terrestre. Tout cela fait partie de l'essence de l'histoire européenne et devrait par conséquent être mis davantage en exergue dans le narratif du projet.

### **Une histoire urbaine grandiose**

Les Pays-Bas septentrionaux furent, avec les Cités-États de l'Italie du Nord et les villes hanséatiques de la Baltique, un des centres de cette évolution. Nous avons



connu en Flandre des villes mondiales telles Bruges au XIV<sup>e</sup> siècle et Anvers comme centre du système-monde au XVI<sup>e</sup> siècle. Il n'est guère surprenant qu'elles aient attiré ici aussi la répression cruelle des aristocrates, des grands propriétaires terriens et des curés contre cet urbanité libératrice. Cette lutte contre la féodalité et sa justification chrétienne a marqué la radicalité de l'humanisme naissant. Les Pays-Bas urbanisés ont dès lors contribué de façon décisive à la Renaissance et à l'éclosion de la modernité. Il s'agissait de penser un monde, non tant sans religion, mais plutôt avec une religion sans obstacles pour les affaires mondaines. Encore davantage que pour la Paix d'Augsbourg (1555) qui laissait le choix de la religion d'État aux mains des seigneurs locaux, il s'agissait de réfléchir à la possibilité d'une société multi-religieuse. Le principe de la séparation de l'Église et de l'État fut testé, non sans problèmes ni conflits, aux Pays-Bas du Nord devenus indépendants (26 juillet 1581) après la révolte des gueux. Une religion d'État fut combinée là avec la liberté de conscience individuelle pour les quelque 2,4 millions d'habitants. On trouvait là une solution au service de la ville commerçante et surtout du commerce mondial en pleine croissance. Les Pays-Bas indépendants étaient à cette époque une fédération de Cités-États orientée vers le monde.